

Lettre des directrices **Letters from the directors**

Nathalie Burlone et Anne Mévellec

Volume 13, numéro 2, 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039237ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039237ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre d'études en gouvernance de l'Université d'Ottawa

ISSN

1912-0362 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Burlone, N. & Mévellec, A. (2016). Lettre des directrices / Letters from the directors. *Revue Gouvernance / Governance Review*, 13(2), 1–10.
<https://doi.org/10.7202/1039237ar>

Tous droits réservés © Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Lettre des directrices

Nathalie Burlone et Anne Mévellec

La diffusion en ligne sur la plateforme Érudit de ce deuxième numéro du 13^e volume, marque un tournant important pour *Revue Gouvernance*. Cette dernière s'insère désormais résolument dans les débats académiques contemporains en administration publique, aux côtés d'autres revues de langue française ou bilingues s'intéressant aux politiques publiques et à la gestion publique. *Revue Gouvernance* profitera dorénavant d'une vitrine indispensable afin qu'un nombre encore plus grand de chercheurs, professeurs, penseurs, praticiens et étudiants puisse apprécier le créneau particulier qu'elle occupe.

Pour marquer ce passage, il nous semble utile de dresser le bilan des douze dernières années de publication en ligne et ainsi mettre en valeur la contribution de ce journal académique à la recherche en administration publique. C'est ainsi l'occasion d'énoncer de nouveau les fondements, perspectives et ambitions de la revue pour les années à venir. Finalement, cette lettre se termine par la présentation de ce numéro consacré à la gouvernance des ressources naturelles.

Revue Gouvernance : Fondations et perspectives

Grâce à l'appui du Centre en gouvernance de l'Université d'Ottawa, *Revue Gouvernance* a permis aux chercheurs et praticiens de nourrir le débat public sur les défis et les enjeux liés à la nature et à l'exercice contemporain de la gouvernance publique et sociale, concept riche et aux multiples usages et définitions s'il en est un (Rhodes, 2000). Créée au milieu des années 1990, la revue a d'abord été publiée en format papier et est, depuis 2004, uniquement disponible en ligne. Un bilan des douze dernières années de publication de la revue permet d'apprécier sa contribution interdisciplinaire, mais surtout bilingue à la discipline.

La revue se distingue des lieux de publication de la recherche en administration publique le plus souvent unilingues et anglo-saxons. En effet, deux tiers des articles publiés le sont en français et la part restante, non négligeable et croissante, est consacrée aux articles en anglais. L'inclusion d'articles dans deux langues, côte à côte, favorise la diffusion des idées auprès des communautés scientifiques et pratiques francophones et anglophones, stimule la curiosité et l'ouverture à toutes les sensibilités épistémologiques et ontologiques, contribue à attirer des auteurs et auditoires variés et, expose le lectorat à des écoles de pensées diverses qui ne se côtoient pas nécessairement de la même manière dans les revues unilingues. Finalement, parce que la littérature sur la gouvernance se

démultiplie à travers la discipline qui tente de la saisir, il nous apparaît encore plus essentiel d'offrir une plateforme résolument bilingue permettant ainsi à plusieurs traditions intellectuelles d'alimenter une réflexion toujours plus riche.

Le bilinguisme n'est pas la seule dimension qui caractérise les auteurs de *Revue Gouvernance*. Si, sans surprise, ces derniers sont en grande partie (60%) issus d'institutions canadiennes (universités, centres de recherche ou institutions gouvernementales) près du quart viennent d'Europe (surtout de France, de Belgique et de Grande-Bretagne) et plusieurs textes émanent de collègues d'autres régions du monde, notamment d'Afrique subsaharienne. En outre, 40% des *premiers* auteurs de *Revue Gouvernance* sont des femmes (14% sont auteurs uniques). Cette proportion est encourageante en comparaison avec les résultats d'études récentes sur la question du genre dans les publications académiques en science politique (Williams et coll., 2015) où, les femmes sont systématiquement et largement sous-représentées comme premier auteur (ou auteur unique).

Sur le plan des thèmes traités, dans l'ensemble des articles publiés en ligne depuis 2004, la gouvernance publique sectorielle (santé, environnement, énergie, démocratie, minorités linguistiques) et géographique offre les objets d'études les plus traités. La gouvernance privée sous toutes ses formes (conseils d'administration, gestion d'entreprise, performance, pratiques comptables, investissements, actionnariat, etc.) fut également un des champs très couverts, surtout entre 2004 et 2010 (depuis 2011, la revue semble avoir délaissé cet angle au profit de publications sur la gouvernance publique). Les réformes administratives, incluant les partenariats public-privé (PPP) et l'éthique, occupent aussi une place importante. Sur l'ensemble des articles publiés depuis la mise en ligne de la revue, plus de la moitié portent sur le Canada exclusivement alors que 15% incluent une comparaison avec l'Europe et/ou les États-Unis. Une proportion similaire d'articles centre l'analyse exclusivement sur l'Europe et, dans une moindre mesure, sur l'Afrique (du Nord et subsaharienne). Le niveau national est le palier gouvernemental le plus étudié.

Aujourd'hui, *Revue Gouvernance* veut bâtir sur ces acquis en poursuivant son engagement à investir le champ de réflexion pour le moins vaste qu'est la gouvernance. Selon les auteurs et les perspectives, une diversité de conceptions de ce concept est accueillie au sein de la revue. Cela est possible en conservant une définition ouverte de la gouvernance, mais en justifiant sa pertinence par la distinction qu'elle permet de faire entre les *fonctions* du gouvernement (l'action des acteurs et de leurs interactions) et l'*institution* (ce qu'il est et le rend légitime) (Paye, 2005). Quitte à se référer aux auteurs fondateurs, nous reprenons ici à notre compte les cinq propositions pour la gouvernance de Stoker (1998, p. 20) qui guident la sélection des textes publiés dans la revue. 1) *la gouvernance fait intervenir un ensemble d'institutions et d'acteurs qui n'appartiennent pas tous*

à la sphère du gouvernement ; 2) en situation de gouvernance, les frontières et les responsabilités sont moins nettes dans le domaine de l'action sociale et économique ; 3) la gouvernance traduit une interdépendance entre les pouvoirs des institutions associées à l'action collective ; 4) la gouvernance fait intervenir des réseaux d'acteurs autonomes, et finalement, 5) la gouvernance part du principe qu'il est possible d'agir sans s'en remettre au pouvoir ou à l'autorité de l'État qui lui a pour rôle d'orienter et guider l'action collective.

Ces cinq propositions s'inscrivent dans une perspective d'administration qui refuse toute distinction artificielle entre d'un côté la gestion publique et de l'autre les politiques publiques. En outre, elles peuvent se décliner à leur tour, tant à l'échelle macro, meso ou micro. Au niveau macro, les transformations liées à la mondialisation et la globalisation, aux relations entre l'État et le marché, mais aussi entre l'État et ses composantes territoriales dans des formes variées de recomposition à travers des mécanismes tels que la décentralisation, la dévolution et plus généralement la gouvernance multi-niveau deviennent autant d'objets de recherche. À l'échelle méso, la gouvernance territoriale prend une place importante en raison des nouvelles conditions de production d'action publique qu'elle implique. Enfin, au niveau micro, c'est la gouvernance saisie par le comportement des acteurs qui se révèle une lentille d'analyse intéressante (Pinson, 2003, p. 39-40).

Ces propositions constituent selon nous autant de chantiers de recherche qui doivent s'émanciper d'interprétations normatives dans lesquelles le terme de gouvernance s'est souvent envasé. C'est de l'*analyse critique* de la gouvernance, sans que cela mène toutefois nécessairement à un rejet du concept, qu'une réflexion originale peut naître et permettre de concevoir les administrations publiques autrement que sous forme d'idéal-type wébérien. La gouvernance ouvre ainsi la discussion sur la démocratie (Hirst, 2005), sur les réseaux de politiques (Borzel, 1998), sur le partage du pouvoir, sur la capacité des administrations publiques ou sur l'évolution des formes de prestation de services.

Revue Gouvernance, en choisissant d'embrasser une définition large et académique de la gouvernance se veut être un lieu de discussion pour de nombreux enjeux contemporains d'administration publique. Si certains ont déjà été abordés, d'autres demeurent peu ou pas explorés. Sur le plan des paliers gouvernementaux étudiés par exemple, l'administration publique comparée constitue une avenue féconde pour explorer la manière dont la gouvernance se déploie à différents échelons et se manifeste dans différents contextes. Ainsi, la stratégie comparative s'adresse évidemment aux échelons national et provincial canadiens, mais un regard étendu aux réalités internationales ou territoriales compléterait la diversité des articles déjà parus. Sous la rubrique des effets de la gouvernance, les thèmes liés à l'éthique, aux réalités organisationnelles et de ressources humaines, aux transformations légales ou aux mouvements sociaux

demeurent des objets d'étude attendus des lecteurs. Finalement, en ce qui concerne les secteurs de politiques, nous pensons notamment aux thèmes relatifs aux finances publiques, mais aussi aux transformations sociales qui engendrent une reconfiguration à la fois de la nature de l'action publique et des *territoires* du social. De la même manière, les questions de sécurité, d'éducation postsecondaire ou de *santé* environnementale sont autant d'aspects de la gouvernance contemporaine à investir.

Volume 13, numéro 2 : La gouvernance des ressources naturelles

Ce deuxième numéro de 2016 témoigne de cet agenda de réflexion en proposant plusieurs textes sur la gouvernance des ressources naturelles. Même s'il ne s'agit pas à proprement parlé d'un numéro spécial coordonné dans cette optique, les trois articles proposés ici, permettent de mettre de l'avant plusieurs angles d'analyse des ressources naturelles qui nous semblent stratégiques pour l'étude de la gouvernance.

Les deux premiers textes offrent notamment l'opportunité de situer la gouvernance des ressources naturelles dans l'espace et le temps. En effet, si pour des raisons évidentes, la géographie de chaque pays a une influence sur l'économie de ressources, les enjeux de la gouvernance actuelle de ces ressources naturelles sont en partie tributaires d'une histoire économique et institutionnelle qui a structuré les relations entre les acteurs publics et privés autour de leur exploitation. Dans un premier temps, Amélie Dumarcher et Yann Fournis proposent un article qui reprend à son compte un débat important au Canada, mais aussi ailleurs, sur les transformations de l'économie des ressources naturelles et sur la signification de ces évolutions issues du passage d'une économie de *mature-staple* à *post-staple* mieux comprises en tant que gouvernance et jeu politique que de réel changement objectif et structurel de l'économie politique des ressources. Dans un deuxième texte, Karolina Werner présente une revue historique et critique des enjeux de la gouvernance des ressources naturelles, particulièrement de l'industrie minière du cuivre en Zambie. L'auteure explore à la fois les tensions entre les politiques interventionnistes/nationalistes du gouvernement et la force des entreprises privées. Ce faisant, elle propose de voir dans d'autres secteurs de politiques, comme l'éducation, les véritables moyens pour le pays d'élaborer un cadre plus structurant en matière de politique d'extraction des ressources naturelles.

Le troisième texte d'Oumar Sangaré, Patrick Mundler et Lala Safiatou Ouedraogo expose et analyse les formes de régulations micro-locales entourant un site d'orpaillage informel au Burkina Faso. Cette analyse spatiale et relationnelle permet de mettre au jour les formes des relations au cœur d'une gouvernance de proximité doublement caractérisée par les lois du marché et les structures de pouvoir coutumières. L'absence d'intervention

de l'État laisse le champ libre à ces formes de régulation par le bas, sans articulation avec des politiques publiques structurantes.

Avant de souhaiter à nos lecteurs, fidèles ou nouveaux, une bonne lecture, rappelons que *Revue Gouvernance* accueille des **articles individuels** ou des **numéros spéciaux** qui se penchent sur une thématique particulière liée à la gouvernance ou encore qui s'intéressent à la gouvernance dans une région donnée. Chaque numéro contient 4 articles individuels. Les articles peuvent être soumis en français ou en anglais et ne doivent pas compter plus de 8000 mots (bibliographie incluse). Toutes les soumissions à *Revue gouvernance* sont évaluées par deux évaluateurs en double aveugle. Les manuscrits peuvent être envoyés à l'adresse suivante : revuegouvernance@uottawa.ca .

Bibliographie

Borzel, T.A. (1998). Organizing Babylon: On the Different Conceptions of Policy Networks. *Public Administration*, 76 (2), 253-273.

Hirst, P. (2000). Democracy and Governance. Dans J. Pierre (ed.), *Debating Governance* (p.13-35), Oxford: Oxford University Press, p.266.

Paye, O. (2005). La gouvernance : d'une notion polysémique à un concept politologique. *Revue Études internationales*, 36(1), 13-40.

Pinson, G. (2003). Le chantier de recherche de la gouvernance urbaine et la question de la production des savoirs dans et pour l'action. *Lien social et Politiques*, 50, 39-55.

Rhodes, Roderick. (2000). Governance and Public Administration. Dans J. Pierre, (ed.), *Debating Governance* (p.54-90) Oxford: Oxford University Press, p.266.

Stoker, Gerry. (1998). Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance. ", *Revue internationales des sciences sociales*, 155, 19-30.

Williams, H. ; Bates, S. ; Jenkins, L.; Darcy, L.; Rogers, K.W, H. (2015). Gender and Journal Authorship: An Assessment of Articles Published by Women in Three Top British Political Science and International Relations Journals. *European Political Science*, 14(2), 131-136.

ⁱ Nathalie Burlone et Anne Mévellec sont toutes deux professeures agrégées à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Elles sont directrices de *Revue Gouvernance* depuis l'automne 2015.

Letters from the directors

*Nathalie Burlone and Anne Mévellec*ⁱⁱ

The publication on the Erudit platform of this second issue of volume 13 is a milestone for *Revue Gouvernance*. The journal now definitely inserts itself in contemporary academic debates in public administration, along with other francophone or bilingual journals focusing on public policy and public management. *Revue Gouvernance* will benefit from an invaluable window so that more researchers, professors, thinkers, practitioners, and students may appreciate its unique niche in research.

In order to highlight this new changeover, it seems relevant for us to summarize the last twelve years of online publishing and emphasize this journal's contribution to academic research in public administration. It is also the opportunity to restate the foundations, perspectives, and aspirations that govern the *Revue* for the years to come. Finally, this letter ends with the presentation of the new issue dedicated to the governance of natural resources.

Revue Gouvernance: Foundations and Perspectives

With the support of the Centre on Governance at the University of Ottawa, *Revue Gouvernance* has enabled researchers and practitioners to contribute to the public debate on challenges and issues related to the nature and the contemporary exercise of social and public governance, a rich concept with multiple usages and definitions (Rhodes, 2000). Created in 1990, the journal was first published in print edition, and is only available online since 2004. A review of the past twelve years of publication allow us to appreciate its interdisciplinary contribution, but even more its bilingual contribution to the discipline.

Revue Gouvernance distinguishes itself from other public administration research publications, often unilingual and Anglo-Saxon. Indeed, two thirds of the published articles are written in French and the remaining one, a non-negligible and growing part, is dedicated to English articles. The inclusion of articles in both languages, side by side, foster the diffusion of ideas among francophone and anglophone scientific and practitioner communities, stimulate the curiosity and the openness to all epistemological

and ontological sensitivities, contribute to attracting diverse authors and audiences, and expose readers to various schools of thoughts that do not necessarily present themselves in the same way in unilingual journals. Finally, because the literature on governance grows across a discipline that tries to better understand it, it appears even more important to offer a platform resolutely bilingual that enables several intellectual traditions to contribute to an ever-richer reflection.

Bilingualism is not the only dimension that characterizes the authors of *Revue Gouvernance*. If, without any surprise, they are predominantly (60%) coming from Canadian institutions (universities, research centres or governmental institutions), almost a quarter come from Europe (primarily France, Belgium, and Great Britain), and several texts are published by colleagues originating from other parts of the world, notably sub-Saharan Africa. In addition, 40% of first authors in *Revue Gouvernance* are women (14% are sole authors). This representation is encouraging, considering the results of recent studies on gender issues in political science publications (Williams et al., 2015) where women are systematically and widely underrepresented as primary authors (or sole author).

Regarding researched themes, in all the articles published since 2004, most studied objects of research come from sectorial (health, environment, energy, democracy, linguistic minorities) and geographical public governance. Private governance in all its aspects (board of directors, business management, performance, accounting practices, investments, shareholdings, etc.) was also a very well-covered field, especially between 2004 and 2010 (since 2011, the *Revue* has drifted away from this angle to consider publications focusing on public governance). Administrative reforms, including public-private partnerships and ethics, have an important place. Throughout all the articles published since the journal was put online, more than half deal exclusively with Canada whereas 15% includes a comparison with Europe and/or the United States. A similar proportion of articles focus their analysis on Europe, and to a lesser extent on Africa (Northern and sub-Saharan). The national level is the most studied level of government.

Today, *Revue Gouvernance* wants to build on these assets by pursuing its commitment to invest the quite broad field of thought that governance is. Depending on authors and their perspectives, a diversity of approaches on this concept is welcome in this journal. This is achievable by ensuring an open definition of governance but also in justifying its

relevance by the distinction it allows to make between the functions of government (actors' actions and their interactions) and the institution (what it is and makes it legitimate) (Paye, 2005). Even if it means referring to founding authors, we take over Stoker's five propositions for governance (Stoker, 1998, p.18) that guide the selection of texts published in this journal. 1) *Governance refers to a set of institutions and actors that are drawn from but also beyond government;* 2) *Governance identifies the blurring of boundaries and responsibilities for tackling social and economic issues;* 3) *Governance identifies the power dependence involved in the relationships between institutions involved in collective action;* 4) *Governance is about autonomous self-governing networks of actors, and finally Governance recognizes the capacity to get things done which does not rest on the power of government to command or use its authority. It sees government as able to use new tools and techniques to steer and guide.*

These five propositions are rooted in an administration perspective that denies all artificial distinction between, on the one hand, public management and, on the other, public policy. Furthermore, they can also be broken down into a macro, meso, or micro scale. At the macro level, transformations relating to globalization, relations between the state and the market, but also between states and their territorial components in various forms of reconstitution through mechanisms such as decentralization, devolution, and more generally multilevel governance, are as many objects of research. At the meso level, territorial governance takes an important place because of the new conditions involved in the making of public action. Finally, at the micro level, governance is analyzed through the behaviour of actors which turns out to be an interesting analytical lens (Pinson, 2003, p.39-40).

In our opinion, these propositions represent as many research fieldwork that must emancipate themselves from normative interpretations in which the term governance is often entangled. It is from *critical analysis* of governance, without it necessarily leading to a rejection of the concept, that an original reflection can arise and allow public administrations to be viewed differently than Weberian ideal-types. Governance opens up discussions on democracy (Hirst, 2005), policy networks (Borzel, 1998), the sharing of power, public administration capacities, or on the evolution of forms of service delivery.

In choosing to embrace a broad and academic definition of governance, *Revue Governance* wants to be a forum for discussing numerous contemporary issues related to public administration. If some have already been addressed, others have received little exposure. Concerning the level of government studied for instance, comparative public administration is a prolific avenue to examine how governance deploys at different levels and how it manifests itself in different contexts. As such, the comparative strategy

obviously applies to Canadian national and provincial levels, but a broader perspective to the international or territorial realities would complement the diversity of articles already published. On the subject of the effects of governance, themes related to ethics, organizational realities and human resources, legal transformations or social movements remain objects of research expected by readers. Finally, regarding sectorial policy, we think of themes related to public finances but also to social transformations that bring about a reconfiguration of both the nature of public action and the social *territories*. In the same way, issues related to security, post-secondary education, and environmental health are other aspects of contemporary governance worth investigating.

Volume 13, Issue 2: Governance of Natural Resources

As an illustration of this agenda, this second issue of 2016 proposes several texts dealing with the governance of natural resources. Although it is not strictly speaking a special issue on this topic, the three articles put forward several angles of analysis on natural resources that seem strategic for the study of governance.

The first two texts offer the opportunity to position the governance of natural resources in space and time. Indeed, if for obvious reasons the geography of each country has an influence on the economy of resources, the stakes of their current governance are partly dependent on the economic and institutional history that has structured the relationships between public and private actors surrounding their exploitation. First, Amélie Dumarcher and Yann Fournis explore an important debate in Canada, but also elsewhere in the world, on the transformation of natural resources economy and the meanings of these evolutions from a mature-staple economy to a post-staple economy. As the authors conclude, these evolutions are better understood as governance and political game than real structural and objective changes in the political economy of natural resources. In a second text, Karolina Werner presents a historical and critical review of challenges related to the governance of the copper mining industry in Zambia. The author analyzes the tensions between the governmental interventionist/nationalist policies and the strength of private companies. In doing so, she suggests that other policy areas, such as education, should be seen as the real means for the country to develop a more structured policy framework for natural resources extraction.

The third text from Oumar Sangaré, Patrick Mundler and Lala Safiatou Ouedraogo analyzes micro-local forms of regulation surrounding an informal gold mining site in Burkina Faso. This spatial and relational analysis allows to update forms of relationships at the heart of proximity governance dually characterized by the laws of the market and

the customary structures of power. The lack of state intervention leaves the field open to forms of bottom-up regulations, without articulation with structuring public policies.

Before wishing our readers, regulars or new, an interesting read, we take this opportunity to remind you that *Revue Gouvernance* welcomes individual articles or special issues that look at a particular theme or regions in relation to governance. Each issue includes four individual articles. Papers can be submitted in English or French and should not count more than 8000 words (bibliography included). All submissions at *Revue Gouvernance* are subjected to a process of external «double blind» peer review. Papers can be sent to the following email address: revuegouvernance@uottawa.ca.

Bibliography

Borzel, T.A. (1998). Organizing Babylon: On the Different Conceptions of Policy Networks. *Public Administration*, 76 (2), 253-273.

Hirst, P. (2000). Democracy and Governance. Dans J. Pierre (ed.), *Debating Governance* (p.13-35), Oxford: Oxford University Press, p.266.

Paye, O. (2005). La gouvernance : d'une notion polysémique à un concept politologique. *Revue Études internationales*, 36(1), 13-40.

Pinson, G. (2003). Le chantier de recherche de la gouvernance urbaine et la question de la production des savoirs dans et pour l'action. *Lien social et Politiques*, 50, 39-55.

Rhodes, Roderick. (2000). Governance and Public Administration. Dans J. Pierre, (ed.), *Debating Governance* (p.54-90) Oxford: Oxford University Press, p.266.

Stoker, Gerry. (1998). Governance as theory: five propositions. *International Social Sciences Journal*, 155, 17-28.

Williams, H.; Bates, S.; Jenkins, L.; Darcy, L.; Rogers, K.W, H. (2015). Gender and Journal Authorship: An Assessment of Articles Published by Women in Three Top British Political Science and International Relations Journals. *European Political Science*, 14(2), 131-136.

ⁱⁱ Nathalie Burlone and Anne Mévellec, both Associate Professors at the School of Political Studies at the University of Ottawa. They are the co-directors of *Revue Gouvernance* since Fall 2015.